

GESTION DE L'HYGIÈNE MENSTRUELLE : COMPORTEMENTS ET PRATIQUES DANS LA RÉGION DE LOUGA, SÉNÉGAL



PHOTO : Javier Acebal/WSSCC/ONU Femmes

À ce jour, il n'existe aucune politique publique mentionnant la gestion de l'hygiène menstruelle en Afrique de l'ouest et du centre. Dans le cadre du programme conjoint « Genre, Hygiène et Assainissement » mis en œuvre par ONU Femmes et le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC), un sondage couplé par une collecte de données qualitatives « *focus groups* »¹ et interviews a permis de recueillir des informations sur les connaissances et pratiques en matière de gestion de l'hygiène menstruelle dans la région de Louga en juin 2014.

L'étude a principalement été réalisée en zone urbaine et semi-urbaine. L'échantillon choisi pour cette étude a été tiré au hasard et les sondages ont été effectués sur la base du volontariat. Sur un total de 616 femmes et filles âgées entre 13 et 65 ans, environ 51% provenaient du département de Louga, 28% du département de Linguère, et 21% du département de Kébémér.



Des enquêtrices formées sur la gestion de l'hygiène menstruelle ont collecté sur tablettes les données de l'étude. PHOTO : Javier Acebal/WSSCC/ONU Femmes

¹ Sont appelés « *focus groups* », des groupes de discussions restreints composés de 6 à 8 femmes ou jeunes filles au sein desquels la parole est libérée. Les animatrices de ces groupes invitent les participantes à parler, échanger et apprendre sur la gestion de l'hygiène menstruelle.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le silence qui règne autour de la question de la gestion de l'hygiène menstruelle affecte celle-ci dans son ensemble tant en termes d'accès à l'information, que de reproduction de pratiques liées à des croyances ou tabous, de perceptions sur les jeunes filles en menstruation, de l'entretien du matériel et de son élimination. Ce sont plusieurs droits humains de la femme qui sont niés et violés, notamment le droit humain à l'eau et à l'assainissement, le droit à l'éducation, à un travail et à des conditions de vie décentes. Les ouvrages restent inadéquats et non adaptés aux besoins des femmes et des jeunes filles qui, pour la majorité, font le choix de réduire leurs activités culturelles, éducatives, sociales et économiques durant cette période, au risque de considérablement diminuer leur productivité et leurs revenus.

- Les jeunes filles disposent de **très peu d'informations sur les changements biologiques liés aux menstruations ainsi que sur les différentes options** qui s'offrent à elles **pour une gestion sûre et hygiénique** de celles-ci. Les mères et les amies sont les premières sources d'information. Or dans ce contexte, celles-ci ne sont pas toujours dotées de connaissances sur les changements biologiques, le

cycle menstruel, les infections liées aux mauvaises pratiques, les options qui s'offrent à la jeune fille pour le choix du matériel d'absorption du sang, le séchage et l'élimination du matériel. Ceci explique la volonté des répondantes d'aborder en profondeur ces questions avec les praticiens de la santé et d'autres acteurs, notamment les maitresses d'économie familiale, les enseignantes, les clubs d'éducation à la vie familiale, les agents de santé et du service d'hygiène, et les travailleurs sociaux afin d'améliorer l'accès à une information crédible et de qualité pour les adolescentes avant l'arrivée des premières règles. La faible connaissance du cycle menstruel et de la gestion de l'hygiène menstruelle s'est également exprimée par de nombreuses questions sur la santé de la reproduction et les **grossesses précoces** lors des « focus groups ».

- Dans la plupart des cas, le **séchage** du matériel hygiénique est effectué **à l'ombre**, dans un endroit privé et sans lumière. La **gestion en cachette et le manque d'information** constituent les **premières causes d'infections liées à la mauvaise gestion de l'hygiène menstruelle**.

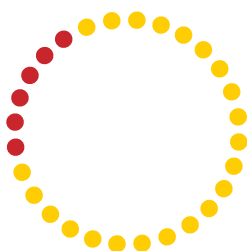


Animation sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans le village de Dielerlou Syll. PHOTO : Javier Acebal/WSSCC/ONU Femmes

- Les **déchets menstruels sont éliminés de façon récurrente dans des latrines et des toilettes, par souci de discrétion ou du fait du manque d'espace pour l'élimination des déchets.** Les impacts sur l'environnement et sur l'entretien de ces équipements sanitaires sont néfastes et non abordés avec les jeunes filles en pré-menstruation dans des modules de formation et/ou d'éducation. Ainsi, les menstruations sont un sujet absent des curricula d'enseignement au niveau élémentaire.
- Les **menstruations sont souvent associées à un signe de maturité, mais aussi de majorité.** Les jeunes filles qui ont eu leurs premières menstruations sont perçues comme de « *grandes filles* » potentiellement en âge d'être mariées. Elles acquièrent davantage de responsabilités dans leurs communautés et, malgré l'existence d'une loi au Sénégal qui fixe l'âge légal du mariage des femmes à 18 ans, il subsiste un nombre important de jeunes filles qui sont mariées avant. Or les mariages précoces augmentent considérablement le risque de grossesses précoces et de maladies telles que les fistules. Il importe donc de déconstruire l'idée selon laquelle une jeune fille qui a obtenu ses menstruations est une grande fille, et d'inscrire cet événement dans la courbe normale de croissance de l'adolescente.
- L'**inexistence d'espaces appropriés** et le manque d'équipements adaptés à la bonne gestion de l'hygiène menstruelle constituent un **frein à la participation des femmes et des jeunes filles aux activités culturelles, éducatives, sociales, et génératrices de revenus.** Ainsi, les habitations demeurent le lieu privilégié pour changer le matériel hygiénique. Il a été relevé que les femmes et jeunes filles privilégient majoritairement les toilettes à la maison pour le lavage intime et le lavage du matériel, principalement en raison du manque d'espaces appropriés hors des habitations, ce qui implique une réduction des activités des femmes et des jeunes filles de quatre à huit jours dans le mois et donc une baisse de leur productivité et de leurs revenus.
- Enfin, il a été établi un **important lien de cause à effet entre le renoncement volontaire des jeunes filles à l'éducation pendant la période des règles (absentéisme scolaire) et le manque d'espaces appropriés et équipés permettant une gestion sûre, hygiénique et dans l'intimité des menstruations.** Près de la moitié des répondantes ont indiqué qu'elles allaient rarement à l'école pendant la période des menstruations.

RECOMMANDATIONS

Suite à cette étude, les recommandations suivantes ont été formulées. Elles visent à éliminer toutes les formes de discrimination envers les femmes et les normes sociales liées aux menstruations qui vont à l'encontre et/ou qui portent atteinte à l'intégrité physique et aux droits humains des femmes. Ceci implique de respecter le droit humain à l'eau et à l'assainissement, d'éliminer toutes les formes de violence envers les femmes y compris les mariages précoces, et de ne pas entraver la jouissance de leurs droits économiques, sociaux et culturels, mais au contraire de créer le cadre et les conditions favorables à cet épanouissement.



1. **Briser le silence** qui règne autour des menstruations, afin d'en faire un sujet normal dont les jeunes filles et les femmes peuvent discuter en famille, avec les hommes, et en société. Ceci afin de lever les restrictions auxquelles les femmes sont sujettes ou qu'elles s'infligent en raison du manque de connaissances, ou de croyances. Lever les tabous permettra également d'aborder la question de l'hygiène menstruelle en sérénité et en famille afin que les jeunes filles en menstruation ne soient plus considérées comme des adultes ou pré-adultes mais plutôt comme des adolescentes qui franchissent une étape normale de leur croissance.
2. Développer des approches de **communication pour le changement** afin d'aborder la question de l'hygiène menstruelle au niveau des communautés, dans les médias et avec les décideurs et les leaders d'opinion.

suite à la page suivante »

3. Renforcer et vulgariser des **manuels** permettant d'enseigner la gestion de l'hygiène menstruelle et de former des acteurs pour mener les formations. Ces manuels doivent être adaptés au contexte local pour plus de pertinence et pour réellement répondre aux besoins des populations. Les formations permettront aux publics ciblés de réellement comprendre la biologie des menstruations. L'expérience montre que les manuels seuls ne permettent pas d'acquérir une bonne compréhension sur le sujet. Il convient donc de :

- **Développer les capacités du corps enseignant**, afin qu'il soit en mesure d'aborder la question de la gestion de l'hygiène menstruelle avec les élèves, et que ces derniers soient à l'aise. Que tous acceptent les menstruations comme un phénomène biologique naturel que les femmes et les filles doivent gérer. Que les élèves comprennent ce qu'est l'adolescence et les changements physiques et internes qui l'accompagnent tant chez les garçons que chez les filles.
- **Développer une politique de l'éducation qui intègre la gestion de l'hygiène menstruelle** afin que ces enseignements soient systématiques, que les jeunes filles ne soient plus stigmatisées et que leur participation et performance à l'école ne soient pas affectées.

- **Développer les capacités de certains membres du personnel de santé**, afin qu'ils traitent cette question avec leurs patients, notamment avec les jeunes filles et les femmes pour qu'elles bénéficient de la bonne information et qu'elles puissent la transmettre. Il importe également de mieux expliquer le cycle menstruel.
- 4. Développer une **politique de prévention des maladies qui intègre la question de l'hygiène menstruelle** pour limiter les infections dues à une mauvaise gestion de l'hygiène menstruelle.
- 5. Renforcer les capacités des officiers en charge de la mise en œuvre de **programmes dans le secteur WASH, de l'éducation, de la santé et de l'environnement** pour que les questions du design des infrastructures soient prises en compte.
- 6. Poursuivre le **plaidoyer en direction des décideurs** (ministères, parlementaires) afin d'intégrer la question de la GHM dans les **politiques avec des budgets liés**. Les budgets permettront la mise en œuvre effective de ces politiques.
- 7. Développer des **indicateurs sectoriels** pour suivre et évaluer les politiques et l'utilisation des budgets incluant des **données désagrégées par sexe** et des **statistiques par région**.
- 8. **Accroître la participation des femmes** dans les discussions et les décisions sur les questions qui affectent leur vie.

